

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL OUVRIERS 2003-2004

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES **FABRIQUES** DE CIMENT

DU 24/04/2003

La présente convention collective de travail est conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (n° 106.1).

Entre d'une part :

Les organisations des Travailleurs :

La Centrale Générale F.G.T.B. représentée par Messieurs J.Cl. HUMBERT, Br. BACHELY J.Ph. PITON, et Fr. TIHON;

La C.S.C. Bâtiment et Industrie représentée par Messieurs Fr. LICATA, B. CASTEELS, P. CUPPENS et W. DUBRUILLE.

et d'autre part :

L'organisation des Employeurs : la Fédération de l'Industrie Cimentière :

La S.A. HOLCIM à 7034 Mons et la S.A. HOLCIM à 4684 Haccourt représentées par Messieurs Chr. CASTIN, Chr. DESAMORY, M. KREMER et Mme Cl. VALENTINO.

La S.A. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Chaussée de la Hulpe, 185 à 1170 Bruxelles représentée par Messieurs Ph. CESAR, F. DELCOUR et Mme Fl. BIAUME.

Monsieur P. GROENINCKX, Président de la Commission Restreinte.

Madame A. VAN DER SMISSEN, Secrétaire de la Commission Restreinte

Il a été convenu ce qui suit :

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

03 -06- 2003

34 -08- 2003

NR. 670711
N°
60/106.01

[Handwritten signatures and initials on the left margin]

[Handwritten signatures and initials over the text 'Il a été convenu ce qui suit :']

I. INTRODUCTION

Champ d'application

Article 1^{er} - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (106.1).

On entend par "ouvrier", les ouvriers et ouvrières.

Objet

Article 2 - La présente convention collective de travail est conclue en application de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003 et de ses arrêtés d'exécution pour les années 2003 et 2004

Elle s'inscrit dans un contexte économique préoccupant pour le secteur cimentier qui est lié :

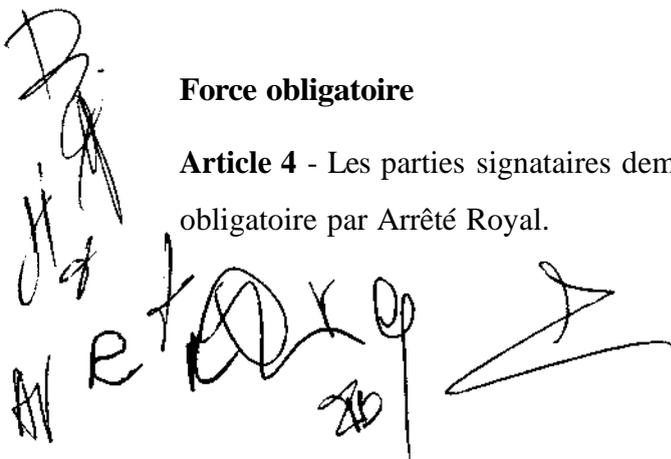
- à la baisse de volumes et à l'exposition aux risques d'importation qui sont plus importants que ceux de nos concurrents.
- aux mesures dues aux surcapacités de production de pays limitrophes et aux fortes pressions sur les prix.
- aux charges additionnelles d'investissements et d'exploitation dues aux contraintes environnementales.

Durée

Article 3 - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2004 inclus, sauf pour les dispositions concernant la prépension conventionnelle. Celles-ci entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et cessent d'être en vigueur le 30 juin 2005.

Force obligatoire

Article 4 - Les parties signataires demandent que la présente convention collective soit rendue obligatoire par Arrêté Royal.

Handwritten signatures and initials in the bottom left corner, including a large signature at the top left, several smaller initials and signatures below it, and a large signature at the bottom right of the signature block.

II. BIEN-ETRE AU TRAVAIL ET ENVIRONNEMENT

Article 5 - Les entreprises du secteur cimentier réaffirment que la santé et la protection des travailleurs ainsi que la prévention sont des préoccupations essentielles.

En matière de santé et de protection des travailleurs qui participent à la valorisation des combustibles et matières de substitution, les sociétés du secteur s'engagent à poursuivre leurs efforts de prévention et de formation en continuant à mettre à la disposition des représentants des travailleurs sectoriels et d'entreprises, toute l'information demandée et ce, d'une façon compréhensible pour les travailleurs.

Les sociétés cimentières ont inscrit dans leur mission d'être un acteur proactif dans le cadre du développement durable. A cette fin, la valorisation des combustibles et matières de substitution doit se dérouler de manière fiable tant au niveau de la santé des travailleurs et du voisinage que de la qualité du ciment et que de l'impact sur l'environnement.

Certaines de nos usines valorisent des matières ou combustibles alternatifs. Ceux-ci peuvent varier d'une usine à l'autre en fonction de leur processus de fabrication.

Depuis plusieurs années déjà, elles analysent l'incidence des combustibles et matières de substitution sur l'environnement et la santé des travailleurs avec des autorités scientifiques et médicales ainsi que des professeurs d'université dans le respect des normes et législations en vigueur.

Il s'agit entre autres des informations suivantes :

- o Nature et origine des déchets / substances concernées et manipulées ;
- o Les résultats des mesures effectuées par les services externes de prévention et de protection, par les services internes de prévention et de protection, ainsi que par tout laboratoire de l'entreprise habilité à réaliser des analyses de qualité, et qui ont lieu sur les différents postes de travail ;
- o Les études portant sur ces thèmes, exécutées ou en cours d'exécution, tant dans notre pays qu'à l'étranger ;

B.
A.
C.
D.
E.
F.
G.
H.
I.
J.
K.
L.
M.
N.
O.
P.
Q.
R.
S.
T.
U.
V.
W.
X.
Y.
Z.

- o Tous les travailleurs qui de l'une ou l'autre façon entrent en contact avec des combustibles de substitution, e.a. lors de l'apport de tels combustibles et l'entretien des fours, doivent être suivis médicalement de façon plus intensive. Ce suivi se fera par la voie de méthodes qui, tenant compte des connaissances actuelles de la médecine, donnent les résultats les plus fiables.
- o Par voie de collaboration entre les services de prévention et de protection interne et externe, il y a lieu de procéder à une analyse et à une évaluation des risques. Les entreprises du secteur s'engagent à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures de prévention et de protection collectives et personnelles mises en oeuvre.

Tous les travailleurs exposés doivent non seulement recevoir l'information nécessaire, mais également une formation à la sécurité portant sur le bon usage des mesures de prévention et de protection proposées.

III. RECONDUCTION DES ACCORDS PRECEDENTS.

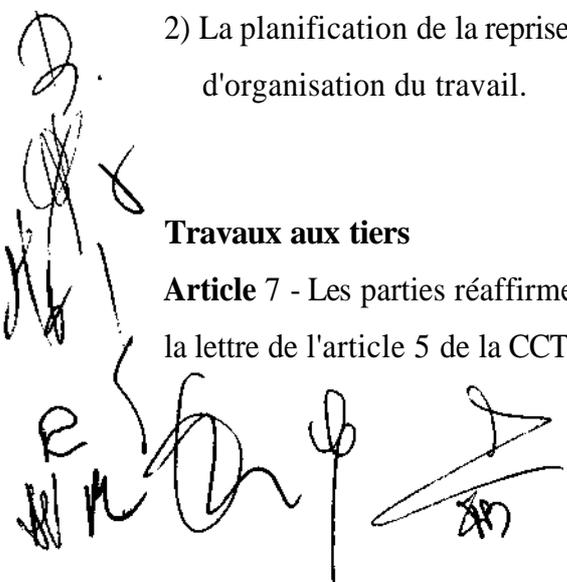
Heures à reprendre

Article 6 - Le processus de production en feu continu et les pointes d'activités conjoncturelles spécifiques au secteur cimentier justifient le maintien d'horaires de travail générant des heures à reprendre. Les entreprises du secteur réaffirment leur volonté de réduire le volume d'heures à reprendre et de tout mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs définis ci-après :

- 1) Les usines s'engagent à poursuivre l'objectif de solde d'heures à reprendre par travailleur d'environ cinquante heures à apprécier globalement sur la durée de la convention.
- 2) La planification de la reprise de ces heures sera effectuée en fonction des impératifs d'organisation du travail.

Travaux aux tiers

Article 7 - Les parties réaffirment leur volonté de poursuivre leurs efforts et de respecter l'esprit de la lettre de l'article 5 de la CCT 1997-1998 qui est le suivant :



“Les partenaires sociaux entendent continuer à privilégier l’occupation de travailleurs en cimenterie. Les travaux cimentiers à caractère permanent ne seront pas sous-traités (référence : chapitre I de la section 2 de la Réglementation des Relations Industrielles).

Les directions des usines, responsables de la gestion et du recours à la sous-traitance, reconnaissent le droit à l’information du personnel et de ses représentants.

Elles s’engagent à améliorer, au sein de leurs usines respectives, le dialogue avec les représentants du personnel en privilégiant le rôle respectif de la délégation syndicale et/ou du conseil d’entreprise. Les directions locales procéderont à l’information préalable pour tous travaux importants, connus et planifiés.

Les modalités particulières du processus d’information et du contenu de l’information et de sa périodicité seront précisées localement en veillant à respecter les pratiques déjà existantes. »

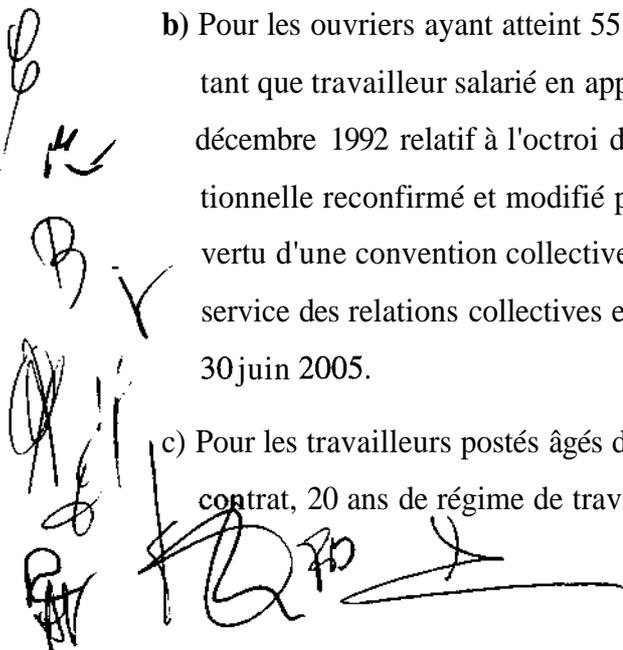
Prépensions

Article 8 - Les accords existants en matière de prépension sont prolongés du 1er janvier 2003 au 30 juin 2005 inclus, conformément aux dispositions de l’accord interprofessionnel du 17 janvier 2003 et de ses arrêtés d’exécution.

§1. Prépension temps plein

1.1. Conditions d'accès

- a) Pour les ouvriers ayant atteint ou atteignant au plus tard le 30 juin 2005, l’âge de 58 ans et plus et satisfaisant aux conditions de l’A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l’octroi d’allocations de chômage en cas de prépension;
- b) Pour les ouvriers ayant atteint 55 ans et pouvant justifier 38 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié en application de la section 2, article 3 § 1er de l’A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l’octroi de l’allocation de chômage en cas de prépension conventionnelle reconfirmé et modifié par l’A.R. du 27 juin 1997, qui permet cette limite d’âge en vertu d’une convention collective de travail déposée au plus tard le 31 mai 1986 au greffe du service des relations collectives et qui était en vigueur sans interruption jusqu’au 30 juin 2005.
- c) Pour les travailleurs postés âgés de 56 ans ou plus et pouvant prouver, au moment de la fin du contrat, 20 ans de régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit tel que



prévu à l'article 1 de la CCT n° 46 du 10 mai 1990, et 33 ans de carrière professionnelle comme salarié.

1.2. Conditions financières

Durant la période couverte (du 01.01.2003 au 30.06.2005), les ouvriers qui entreront dans le système bénéficieront d'un revenu brut annuel garanti indemnité de chômage compris.

Age de départ en prépension	Montant annuel au 1er janvier 2003 y compris allocation de chômage
59 à 65 ans	22.322,63 €
58 ans	Prépensionnés après le 31.12.2001 20.823,83 €
55 à 57 ans	20.740,63 €

La révision annuelle prévue au recueil des conventions collectives C.N.P.I.C. est maintenue et appliquée en début de chaque année.

§2. Prépension mi-temps

La prépension mi-temps est d'application dans le sous-secteur en vertu de la CCT du 15 juin 1994 et est prolongée jusqu'au 30 juin 2005 en application des dispositions de l'accord interprofessionnel et de ses arrêtés d'exécution.

2.1. Conditions d'accès

L'âge d'accès à la prépension mi-temps est fixé sur base de la loi du 26 juillet 1996 (art 26), de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003 et de ses arrêtés d'exécution, à 55 ans et 25 années de carrière professionnelle comme salarié.

2.2. Conditions financières

- L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur est calculée conformément aux dispositions de la CCT n°55 du 13 juillet 1993 et de la convention collective sectorielle Plan d'Entreprise du 15 juin 1994.

B. L.
M. A.
M. A.
M. A.
M. A.

- La structure de la rémunération et les modalités de départ sont fixées conformément à la CCT sectorielle Plan d'Entreprise du 15 juin 1994.

2.3. Modalités de remplacement

Le remplacement de l'ouvrier prépensionné se fera conformément aux dispositions légales. Le passage d'un travailleur dans le régime de prépension mi-temps devra tenir compte des contraintes d'organisation du travail et des possibilités de remplacement à mi-temps.

Groupes à risques

Article 9 - Les parties signataires de la présente convention sont d'accord de poursuivre, conformément aux accords existants dans le sous-secteur, leurs actions en matière d'utilisation des 0,10% de la masse salariale déclarée à l'Office National de Sécurité Sociale pendant la période du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2004.

IV. FORMATION PROFESSIONNELLE

Article 10 - Dans le cadre des engagements de l'accord interprofessionnel 2003-2004 en matière de formation professionnelle, les entreprises du sous-secteur s'engagent à consentir un effort pour la formation à concurrence de minimum 1,8 % des rémunérations brutes déclarées à l'ONSS pour la période 2003-2004.

Une information et un dialogue sur les plans de formations et leur suivi se feront en conseil d'entreprise et au niveau sectoriel.

Les efforts existants déjà au niveau des entreprises en matière de formation professionnelle pour ouvriers seront pris en considération pour le calcul du pourcentage susmentionné.

V. RAPPROCHEMENT DES STATUTS OUVRIERS-EMPLOYES

Maladie

Article 11 - L'indemnité journalière de maladie octroyée entre le 91^{ème} et le 365^{ème} jour est portée à 3 € (régime de 5 jours) et à 2,5 € (régime de 6 jours).

Handwritten signatures and initials in the bottom left corner of the page, including a large signature that appears to be 'R. O.' and other smaller initials.

Barémisation

Article 12 - En vue d'analyser un éventuel système de barémisation des conditions de rémunération du personnel ouvrier, les parties constituant un groupe de travail auront en charge d'en étudier la faisabilité. Elles tiendront compte-notamment de la nécessité de valoriser les compétences techniques nouvelles des travailleurs du secteur et compte-tenu des contraintes liées à la maîtrise du coût du travail.

Le groupe de travail sera composé de :

- La secrétaire de la CNPIC
- Quatre représentants des employeurs
- Huit représentants syndicaux maximum

Il remettra un rapport de synthèse aux membres de la Commission Restreinte pour le 30.06.2004 au plus tard.

V. POUVOIR D'ACHAT

Salaire de base

Article 13 - Au 1^{er} janvier 2003, les salaires horaires bruts seront augmentés de 0,34 €.

VII. INDEMINITES DIVERSES

Chèques-repas

Article 14 - Dans le cadre de l'exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004, l'intervention patronale est portée de 4,46 € à 4,91 € par chèque. La quote-part personnelle de l'ouvrier s'élève à 1,09 €, portant ainsi la valeur faciale du chèque à 6 €.

Prime spéciale de productivité (prime syndicale)

Article 15 - La prime syndicale pour les travailleurs actifs et les prépensionnés est portée de 116,51 € à 123,95 € à partir de l'année 2003. Elle sera portée à 124 € dès que les dispositions légales le permettront.

Handwritten signatures and initials on the left margin, including 'B', 'K', 'X', and a large signature at the bottom.

Frais de déplacement

Article 16 - L'indemnité pour frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail est portée de 1,49 € à 1,6 € par journée de travail à dater du 01.01.2003.

Indemnité sécurité d'existence en cas de chômage temporaire

Article 17

- Les entreprises garantissent aux ouvriers 100 % du salaire imposable calculé comme pour le paiement des jours fériés le premier mois de chômage temporaire ou partiel pour motifs économiques ou techniques. Ensuite le total de l'indemnité légale de chômage et de l'indemnité conventionnelle journalière ne pourra dépasser 80 % du salaire imposable calculé comme pour le paiement d'un jour férié.
- Les montants journaliers conventionnels sont fixés à 11,20 € (régime de 5 jours) et 9,34 € (régime de 6 jours).

Les modalités d'octroi restent inchangées.

VIII. DOTATION LOCALE

Article 18 - Les parties s'engagent à ne pas revendiquer ni octroyer de dotation locale.

IX. RECONDUCTION DES ACCORDS ET RENONCIATION

Article 19 - Les accords antérieurs conclus dans le cadre de la Sous-Commission paritaire des fabriques de ciment sont reconduits. La dénonciation par l'une des parties se fait moyennant un préavis de trois mois, adressée par lettre recommandée à la poste, au Président de la Sous-commission paritaire des fabriques de ciment et à chacune des parties signataires.



X. PAIX SOCIALE

Article 20 - Suivant les usages dans le secteur, la présente convention assure la paix sociale dans le secteur pendant sa durée. Les organisations syndicales s'engagent à n'introduire aucune demande à caractère collectif entraînant une augmentation du coût de cette convention.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 2003

8

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VOOR ARBEIDERS
2003-2004
PARITAIR SUBCOMITE VOOR DB CEMENTFABRIEKEN
VAN 24 APRIL 2003

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten binnen het paritair subcomité voor de cementfabrieken (nr 106.1).

Tussen enerzijds :

De Werknemersorganisaties :

De Algemene Centrale A.B.V.V., vertegenwoordigd door de heren :
 J.C1. HUMBERT, Br. BACHELY, J.Ph. PITON en Fr. TIHON;

De A.C.V., Christelijke Centrale voor Bouw en Industrie, vertegenwoordigd door de heren :
 Fr. LICATA, B. CASTEELS, P. CUPPENS en W. DUBRUILLE.

en anderzijds :

De Werkgeversorganisatie : de Federatie van de Cementnijverheid :

De N.V. HOLCIM te 7034 Mons en de N.V. HOLCIM te 4684 Haccourt : vertegenwoordigd door de heren : Chr. CASTIN, Chr. DESAMORY, M. KREMER en Mevr. Cl. VALENTINO.

De N.V. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Terhulpssteenweg 185 te 1170 Brussel, vertegenwoordigd door de heren : Ph. CESAR, F. DELCOUR et Mevr. Fl. BIAUME.

Monsieur GROENINCKX, Voorzitter van de Beperkte Commissie.

Mevrouw Anne VAN DER SMISSEN, Secretaris van de Beperkte Commissie.

Er werd overeengekomen :

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
03 -06- 2003	04 -08- 2003

NR. N° 67071/CO/106.0

I. INLEIDING

Toepassingsgebied

Artikel 1. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de Werkgevers en Arbeiders van de ondernemingen die afhangen van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken (106.1).

Met "Arbeiders" worden zowel arbeiders als arbeidsters geïnviseerd.

Betreft

Artikel 2 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst werd afgesloten in toepassing van het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 en de uitvoeringsbesluiten voor de jaren 2003 en 2004.

Zij sluit aan op een verontrustende economische context voor de cementsector die verbonden is aan :

- De vermindering van volumes en aan de blootstelling aan de risico's van invoer die belangrijker zijn dan die van onze concurrenten
- De maatregelen die te wijten zijn aan de overcapaciteit van productie van nabijliggendelanden en aan de sterke druk op de prijzen
- De bijkomende investerings- en exploitatielasten te wijten aan milieuzorg

Looptijd

Artikel 3 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten voor een duur van twee jaar, op 1 januari 2003 tot 31 december 2004 behalve voor de beschikkingen betreffende de conventionele brugpensioen die in werking op 1 januari 2003 treedt op en eindigt op 30 juni 2005.

Bindende kracht

Artikel 4 - Alle ondertekenende partijen vragen dat onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bindend verklaart wordt via Koninklijk Besluit.

II. GEZONDHEID EN MILIEUZORG

Artikel 5 - De ondernemingen in de cementsector bevestigen dat de gezondheid, de bescherming van de werknemers en preventie uiterst belangrijk zijn.

Inzake gezondheid en bescherming van de werknemers die aan de valorisatie van brandstoffen en vervangingstoffen deelnemen verbinden de vennootschappen van de sector zich ertoe om hun inspanningen op het gebied van preventie en opleiding voort te zetten door aan de sectoriële werknemers- en ondernemingsvertegenwoordigers, al de gevraagde informatie op een begrijpelijke wijze voor de werknemers ter beschikking te stellen.

De cementfabrieken hebben de taak op zich genomen in hun "mission statement" om proactief te zijn in het kader van een duurzame ontwikkeling. Daartoe moet de valorisatie van de brandstoffen en vervangingstoffen op betrouwbare wijze plaatsvinden, zowel op het niveau van de gezondheid van de werknemers en de buurtbewoners als van de kwaliteit van het cement en de impact op het leefmilieu. Sommige van onze fabrieken valoriseren alternatieve stoffen of brandstoffen.

Deze kunnen variëren van een fabriek tot de andere in functie van hun productieprocessen.

Reeds sinds verschillende jaren, analyseren zij de weerslag van deze vervangingsbrandstoffen en grondstoffen op het leefmilieu en op de gezondheid van de werknemers in samenwerking met de wetenschappelijke en medische autoriteiten alsmede met de leraren van de universiteiten met inachtneming van de normen en wetgevingen van kracht.

Het betreft onder andere de volgende informatie :

- o Aard en oorsprong van de afvalstoffen / betrokken en behandelde stoffen ;

- o De resultaten van de maatregelen uitgevoerd door de externe en interne preventie- en beveiligingsdiensten of door elk laboratorium van de onderneming dat bevoegd is om kwaliteitsanalyses op verschillende werkposten uit te voeren ;

- o Onderzoeken met betrekking tot deze thema's, uitgevoerd of nog in gang zijnde, zowel in binnenland als in het buitenland ;

- o Alle werknemers die op één of andere manier in aanraking komen met vervangings-brandstoffen, onder meer tijdens het aanvoeren van dergelijke afvalstoffen en het onderhoud van de ovens, dienen intensiever medisch gevolgd te worden. Deze opvolging zal gedaan worden door middel van methodes die, gelet op de huidige beschikbare kennis van de geneeskunde, de beste resultaten waarborgen.

- o Door middel van de samenwerking tussen interne en externe preventie- en beschermings-diensten worden de risico's geanalyseerd en geëvalueerd. De ondernemingen in de sector verbinden zich ertoe de doeltreffendheid van de preventie-, collectieve of persoonlijke beschermingsmaatregelen regelmatig te toetsen.

Alle blootgestelde werknemers krijgen niet alleen de noodzakelijke informatie maar daarenboven een veiligheidsopleiding m.b.t. het correct gebruik van de voorgedragen preventie - en beschermingsmaatregelen.

III. VERLENGING VAN VORIGE AKKOORDEN

Recuperatieuren

Artikel 6 - Het continu productieproces en de conjuncturele schommelingen die voor de cementsector kenmerkend zijn, rechtvaardigen het behoud van uurroosters die recuperatieuren met zich mee brengen. De ondernemingen in de sector bevestigen nogmaals hun wil om het aantal recuperatieuren te verminderen en alles in het werk te stellen om de volgende doelstellingen te bereiken :

- 1) De fabrieken verbinden zich ertoe door te gaan met het objectief van een saldo van te recupereren uren van ongeveer vijftig uur per arbeider, globaal te evalueren over de gehele duur van de overeenkomst.

- 2) Het plannen van het recupereren van deze uren zal uitgevoerd worden in functie van de vereisten van de organisatie van het werk.

Werk aan derden

Artikel 7 - Alle partijen bevestigen opnieuw hun wil tot het voortzetten van hun inspanningen en het nauwkeurig respecteren van artikel 5 van de CAO 1997-1998 :

"De sociale gesprekspartners willen de tewerkstelling van de cementarbeiders verder vooropstellen.

Permanente cementbanen worden niet uitbested. (Ref.: Hoofdstuk I afdeling 2 van het Reglement van Industriële Relaties).

De fabrieksdirecties, verantwoordelijk voor het beheer en het terugvallen op onderaannemingen erkennen het recht op informatie van het personeel en haar vertegenwoordigers.

Ze verbinden zich tot het verbeteren, ieder in hun eigen fabriek, van de dialoog met de personeelsafgevaardigden, door de respectievelijke rol van de vakbondsafvaardiging en/of de

afgevaardigden van de ondernemingsraad te bevoordelen.

De lokale directies gaan over tot het geven van voorafgaande informatie van alle belangrijke werken, die gekend en gepland zijn.

De specifieke modaliteiten van het informatieproces en van de inhoudelijke informatie en haar periodiciteit zullen per fabriek nader bepaald worden door toe te zien op het naleven van de al bestaande gebruiken".

Brugpensioen

Artikel 8 - De bestaande overeenkomsten inzake brugpensioen worden verlengd ingaande 1 januari 2003 tot 30 juni 2005, conform de bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 en de koninklijke uitvoeringsbesluiten.

§1. Voltijdsbrugpensioen

1.1. Toegangsvoorwaarden

- a) Voor de arbeiders die de leeftijd van 58 jaar of meer bereikt hebben, ten laatste op 30 juni 2005 en voldoen aan de voorwaarden gesteld in het K.B. van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen ;
- b) Voor de arbeiders die 55 jaar zijn en kunnen bewijzen 38 jaar in loondienst gewerkt te hebben, als gesalarieerde werknemer door toepassing van afdeling 2, artikel 3 § 1 van het K.B. van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, herbevestigd en gewijzigd door het K.B. van 27 juni 1997, dat deze leeftijdsgrens voorziet, krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst die ten laatste op 31 mei 1986 ter griffie van de dienst van collectieve arbeidsovereenkomst neergelegd werd en die van kracht was zonder onderbreking tot 30 juni 2005 ;
- c) Voor de arbeiders die 56 jaar of meer zijn, die in ploegen werken en die op het einde van hun arbeidsovereenkomst, kunnen aantonen dat zij 20 jaar werk in een ploegenstelsel, met nachtwerk, gewerkt hebben zoals voorzien in artikel 1 van de CAO nr. 46 van 10 mei 1990, en ook 33 beroepsjaren in loondienst hebben gepresteerd.

1.2. Financiële voorwaarden

Gedurende de gewaarborgde periode (van 01.01.2003 tot 30.06.2005), krijgen de arbeiders, die binnentreden in het systeem, een jaarlijks gewaarborgd bruto inkomen met de werkloosheidsvergoeding erbij inbegrepen.

Brugpensioen : vertrekleeftijd	Jaarlijks bedrag op 1 januari 2003 Werkloosheidsvergoeding inbegrepen	
59 tot 65 jaar		22.322,63 €
58 jaar	Brugpensioen na 31.12.2001	20.823,83 €
55 tot 57 jaar		20.740,63 €

De jaarlijkse herziening, zoals bepaald in de bundel van de collectieve overeenkomsten van de NPCC blijft behouden, en toegepast aan het begin van elk jaar.

§2. Halftijdsbrugpensioen

Het halftijdsbrugpensioen is van toepassing op het paritair subcomité voor de cementfabrieken conform de CAO van 15 juni 1994 en wordt verlengd tot 30 juni 2005 door toepassing van de bepalingen van het interprofessioneel akkoord en zijn uitvoeringsbesluiten.

2.1. Toegangsvoorwaarden

De toegangleeftijd tot het halftijds brugpensioen wordt bepaald door de wet van 26 juli 1996 (art 26), het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 en zijn uitvoeringsbesluiten en

wordt vastgesteld op 55 jaar en 25 werkjaren in loondienst.

2.2. Financiële voorwaarden

- De bijkomende vergoeding ten laste van de werkgever wordt berekend volgens de bepalingen van CAO nr. 55 van 13 juli 1993 en volgens de sectoriele collectieve arbeidsovereenkomst "Ondernemingsplan" van 15 juni 1994.
- De loonstructuur en de vertrekmodaliteiten worden bepaald conform het sectoriele CAO "Ondernemingsplan" van 15 juni 1994.

2.3. Vervangingsmodaliteiten

De vervanging van de bruggepensioneerde arbeiders gebeurt conform de wettelijke bepalingen. Wanneer de werknemer overgaat naar het halftijdsbrugpensioen moet er rekening gehouden worden met de organisatievereisten en met de halftijdse vervangingsmogelijkheden.

Risicogroepen

Artikel 9 - Alle ondertekende partijen van de onderhavige overeenkomst zijn het erover eens hun acties voort te zetten, conform aan de bestaande akkoorden in de sub-sector aangaande de aanwending van 0,10 % van de aangegeven loonmassa aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gedurende de periode van 1 januari 2003 tot 31 december 2004.

IV. BEROEPSOPLEIDING

Artikel 10 - In het kader van de verbintenissen van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 inzake beroepsopleiding, verbinden de ondernemingen van de **sub-sector** zich ertoe, tot het leveren van inspanningen ten gunste opleidingen tot een bedrag van minimum van 1,8 % van de, aan de R.S.Z. aangegeven brutolonen voor de periode 2003-2004.

Informatie en een dialoog omtrent de opleidingsprogramma's en de naleving hiervan gebeurt binnen de ondernemingsraad.

De reeds bestaande initiatieven voor beroepsopleiding voor arbeiders binnen de ondernemingen worden meegeteld voor het berekenen van het bovenvermelde percentage.

V. TOENADERING VAN DE STATUTEN

Ziekte

Artikel 11 - De dagelijkse vergoeding van ziekte toegestaan tussen de 91^{ste} en de 365^{ste} dag wordt verhoogd tot 3 € (regeling van 5 dagen) en tot 2,5 € (regeling van 6 dagen).

Baremisatie

Artikel 12 - Om een eventueel baremasysteem van de betalingsvoorwaarden van het arbeiderspersoneel te analyseren zullen de partijen die een werkgroep vormen, de taak hebben om de uitvoerbaarheid ervan te bestuderen. Zij zullen rekening moeten houden met name met de noodzaak om de nieuwe technische bevoegdheden van de werknemers van de sector te valoriseren, rekening houdend met de verplichtingen aangaande het in toom houden van de arbeidskosten.

De werkgroep zal samengesteld zijn als volgt :

- De secretaris van NPPC
- Vier vertegenwoordigers van de werkgevers
- Maximum acht vakbondsvertegenwoordigers

Hij zal een syntheseverslag aan de leden van de Beperkte Commissie voor 30.06.2004 uiterlijk overhandigen.

VI. KOOPKRACHT

Basisloon

Artikel 13 - Op 1 januari 2003, worden de bruto uurlonen met 0,34 € verhoogd.

VII. DIVERSE VERGOEDINGEN

Maaltijdcheques

Artikel 14 - In het kader van de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 wordt de werkgeverstussenkomst van 4,46 € opgetrokken naar 4,91 € per cheque. Het persoonlijke aandeel van de arbeider bedraagt 1,09 €, wat de nominale cheque waarde geeft van 6 €.

Speciale productiviteitspremie (vakbondspremie)

Artikel 15 - De vakbondspremie voor de actieve arbeiders en de brugpensioengerechtigden wordt opgetrokken van 116,51 € naar 123,95 € ingaande het jaar 2003.

Deze premie zal verhoogd worden naar 124,-€ zodra de wettelijke bepalingen het toelaten.

Verplaatsingskosten

Artikel 16 - De vergoeding voor verplaatsingskosten tussen de woonplaats en de werkplaats wordt opgetrokken van 1,49 € naar 1,60 € per werkdag ingaande 01.01.2003.

Vergoeding bestaandzekerheid in geval van tijdelijke werkloosheid

Artikel 17

- De ondernemingen garanderen aan de arbeiders 100 % van het belastbaar loon zoals berekend bij de betaling van de feestdagen, de eerste maand van tijdelijke of gedeeltelijke werkloosheid om economische of technische redenen. Vervolgens mag het totaal van de wettelijke werkloosheidsvergoeding en de dagelijkse conventionele vergoeding niet meer bedragen dan 80% van het belastbare loon berekend zoals voor de betaling van een feestdag.
- De conventionele dagelijkse bedragen zijn vastgesteld op 11,20 € (stelsel van 5 dagen) en 9,34 € (stelsel van 6 dagen).

De toekenningsprocedure blijft onveranderd.

VIII. PLAATSELIJKE TOELAGE

Artikel 18 -- De partijen verbinden zich ertoe om noch een plaatselijke toelage te eisen noch toe te staan

IX. VERLENGING VAN DE OVEREENKOMST EN OPZEGGING

Artikel 19 -- De voorafgaande overeenkomsten afgesloten in het kader van het paritair Subcomité voor de cementfabrieken worden verlengd. De opzegging door één van de partijen wordt gedaan door middel van een opzeggingstermijn van drie maanden, gestuurd per aangetekende brief per post, naar de Voorzitter van het paritair Subcomité voor de Cementfabrieken en aan elk der ondertekenende partijen.

0

h

~~XII.~~ SOCIALE VREDE

Artikel 20 - Zoals gebruikelijk in de sector, garandeert de onderhavige overeenkomst de sociale vrede in de sector gedurende haar looptijd. De syndicale organisaties verbinden zich ertoe geen bijkomende collectieve verzoeken in te dienen die een verhoging van de kosten van deze regeling met zich mee zouden brengen.

Opgemaakt te Brussel, op 24 april 2003

~

//

l
l

7